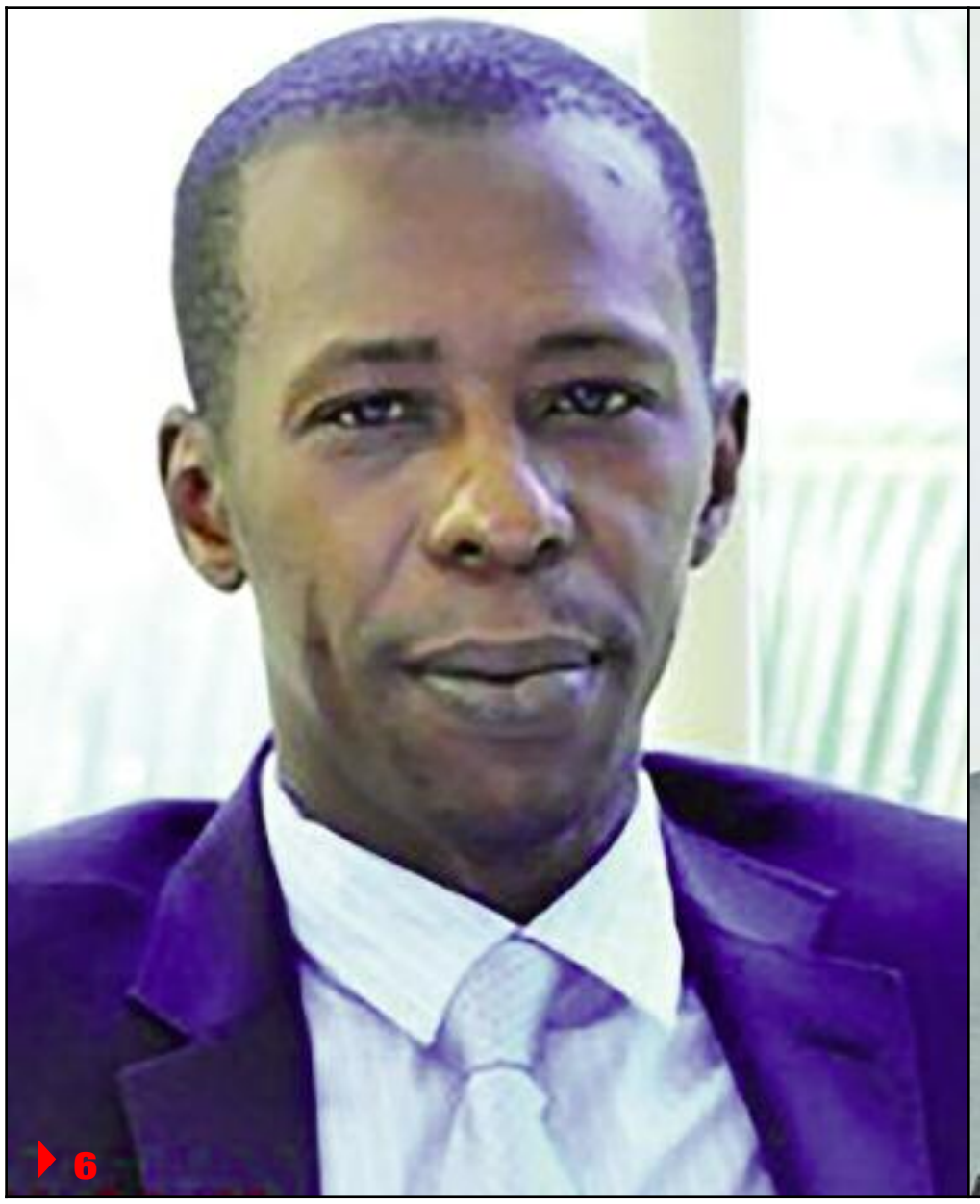
Prix : 300Fcfa

AGROPASTEUR

Mensuel d'Informations sur l'Elevage, l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement - Issn 0850-5128 - Numéro N°89 AOUT 2015

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE PARIS 2015

CHEIKH AMAR ACCOMPAGNE LE PRACAS



6

Entretien avec Mr Mahugnon Serge Djohy, Ambassadeur du projet COP21

La jeunesse francophone pour l'eau » ; Co-Fondateur de Better Life ONG, et Représentant Africain au Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau (PMJE). M. Djohy nous explique les enjeux de la COP21, l'implication des jeunes dans le processus de développement durable post-2015 et aussi du Mouvement COP21 : La jeunesse francophone pour l'eau.

M. Djohy, pourquoi une implication des jeunes dans l'organisation du sommet Paris – Climat 2015 ?

En effet, dans le cadre de la Conférence Paris - Climat 2015, la jeunesse francophone s'engage pour une implication croissante et pérenne des jeunes dans les politiques publiques de développement durable face au changement climatique. Comme vous le savez, la COP 21 est la vingt- et- unième Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques; elle est aussi appelée Paris 2015 et se déroulera du 30 Novembre au 11 Décembre 2015 ; elle constitue une échéance cruciale puisqu'elle doit aboutir à un nouvel accord international sur le climat applicable à tous les pays dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C. En conséquence, toutes les forces vives de la planète sont sollicitées et nous les jeunes nous ne pouvons pas être du reste, si non les 50,5% de moins de 30 de la population global serait écartée et l'accord de Paris sera tout sauf inclusif, universel et durable.

Qu'est-ce qui justifie la mobilisation forte des jeunes à travers le monde depuis le début de cette année 2015 ?

L'année 2015 marque un tournant décisif dans la mobilisation mondiale collective pour le développement durable face au changement climatique. En effet les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont été approchés mais pas atteints ; ainsi des milliers d'individus voient leur avenir hypothéqué faute d'accès aux services essentiels de l'eau et de l'alimentation. La francophonie au-delà de ses enjeux culturels économiques et politique considérables, est un espace où la jeunesse constitue la majorité de la population ; elle est dotée d'un potentiel d'innovation immense et sa voix doit être prise en compte. C'est dans ce contexte que l'Office Franco-Québécois pour la jeunesse (OFQJ) et le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) ont initié et soutenu un Mouvement de Jeunesse Francophone autour de l'Eau et de la Sécurité Alimentaire dans la perspective de la COP21, rendez-vous au cours duquel les Etats engageront le destin de la planète et participeront à la définition du monde de demain. Et le monde de demain est notre monde à nous jeune d'aujourd'hui, c'est pourquoi nous ne voulons pas être spectateur mais acteur pour la construction d'un avenir durable.

Quels sont les objectifs du projet COP21 : La jeunesse francophone pour l'eau ?

Le projet « COP21 : La jeunesse francophone pour l'eau » a pour objectif de permettre à la jeunesse francophone de participer activement à la réflexion face au changement climatique dans le cadre de la COP21. Le Mouvement vise à mobiliser des jeunes experts en eau sur quatre continents lors de temps forts internationaux liés aux questions environnementales afin d'agir tant au niveau local que mondial, et de rédiger un recueil de constats et de recommandations dans un Livre Blanc qui sera transmis aux décideurs internationaux dans la perspective de la COP21.

Le Mouvement de Jeunesse Francophone autour de l'Eau et de la Sécurité Alimentaire a comme finalité de développer et de renforcer les connaissances des participants sur les outils et les bonnes pratiques dans chacun des pays représentés pour susciter des dynamiques et aider les jeunes à répondre aux enjeux environnementaux actuels, de consolider un réseau international de jeunes francophones dans le domaine de la gestion intégrée de l'eau et de la sécurité alimentaire, d'élaborer une plateforme digitale d'expertise que les échelons locaux pourront s'approprier et diffuser.

Quelles sont les actions menées depuis le lancement du Projet le 20 Mars 2015 à travers la campagne « J'ai à cœur ma planète » ?

L'initiative a été lancée le 20 Mars 2015 à Paris dans le cadre de la campagne « J'ai à cœur ma planète » à l'occasion de la Journée Internationale de la Francophonie. Le dernier Forum Mondial de l'Eau du 12 au 17 Avril 2015 en Corée du Sud, ont permis de mobiliser pour la première fois des jeunes francophones, dont la majorité sont Membre du Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau (PMJE), et lancer des consultations nationales dans une quinzaine de pays francophones bien identifié pour recueillir les constats et recommandations des jeunes. Des centaines de jeunes de quatre (4) Continents et d'une quinzaine de pays dont la France, le Burkina Faso, le Togo, le Cameroun, le Canada/Québec, la Belgique, le Haïti, le Cap-Vert, le Bénin, le Mali, le Madagascar et la Tunisie, conduisent des consultations nationales dans leur pays respectif ce qui permettra de mobiliser des constats réels et des points de vue de tous les jeunes de l'espace francophone, ainsi que leurs recommandations pour la construction d'un monde plus inclusif et plus durable.

Comment se déroulent vos plaidoyers pendant ces grands événements internationaux ?

Des centaines de jeunes, depuis Mars 2015, ont pris une part active et plaider pour la cause de la jeunesse pendant les temps forts internationaux et les grands événements organisés en vue de la COP21 au niveau régional et international. Ces jeunes à travers des communications formelles et informelles on dû plaider pour une implication sincère et durable des jeunes dans les processus post-2015.

Ces jeunes motivés et engagés ont parcouru déjà le monde entier pour faire entendre la voix des jeunes en seulement cinq (5) mois. Le point de départ était le 20 Mars 2015 à Paris dans le cadre de la Journée Internationale de la Francophonie, où une délégation des jeunes à présenter l'initiative au Secrétaire Général de la Francophonie Mme Michaëlle Jean. S'en ont suivi le Forum Mondial de l'Eau du 12 au 19 Avril 2015 en Corée du Sud ; l'Assemblée Générale de Global Water Partnership à Cotonou au Bénin du 7 au 8 Mai 2015 ; l'exposition universelle de Milan sur « Nourrir la planète » depuis Mai 2015 ; le Sommet Mondial Climat et Territoires à Lyon du 1er au 3 Juillet 2015, sommet au cours duquel le projet a été présenté au Président de la République Française M. François Hollande ; l'atelier régional Afrique de Global Network of CSOs on Disaster Reduction (GNDR) du 14 au 15 Juillet à Dakar au Sénégal ; sans oublier la Semaine Mondiale de l'Eau de Stockholm en Suède du 23 au 28 Août 2015.

Les prochains événements qui vont accueillir les jeunes engagés dans ce projet sont le Sommet des Nations Unies du 25 au 27 Septembre 2015 sur l'adoption de l'agenda de développement durable post-2015 (Agenda 2030) à New York au siège des Nations Unies. Suivra le FACTS (French Ameri-Can Climate Talks) au Quebec, Canada du 5 au 9 octobre 2015, le séminaire de rédaction du livre blanc ainsi que la participation à la conférence des jeunes (COY11) et pour finir le grand sommet Paris-Climat 2015 et la transmission officielle du Libre Blanc au Président de la République Française et aux Négociateurs de la COP21 du 30 Novembre au 11 Décembre 2015.

Quel est votre mot de fin ?

Mes encouragements à tous les jeunes qui font la différence dans leur communauté respective, à tous les jeunes soucieux d'un avenir meilleur et à tous les jeunes agents de développement intégré et durable, qui à travers leurs idées permettent au monde entier en crise économique, politique et climatique, de rêver d'un avenir meilleur.

Par la voix des jeunes, je tiens à remercier l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (OFQJ), le Global Water Partnership (GWP) et le Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau (PMJE), qui ont cru que le changement est encore possible en assurant une implication croissante et pérenne des jeunes dans les politiques publiques de développement durable. Merci !

AGROPASTEUR
AGROPASTEUR
MENSUEL D'INFORMATIONS SUR L'ELEVAGE, L'AGRICULTURE, LA PÊCHE ET L'ENVIRONNEMENT
Tél : 221 775362018 Sacré Coeur2 Villa N°8608/G face Rondpoint Boulangerie jaune
77 536 20 18
Web : www.agropasteur.info
Email : agropasteur@yahoo.fr
babasene402@gmail.com Dakar Sénégal
DIRECTEUR DE PUBLICATION : Babacar SENE
COMITÉ DE RÉDACTION : Ousmane SENE, Papa SAMB, Ousmane SENE, Aminou DIOP, Niakhaly SENE,Tengui THIARE (Stagiaire), Falang FALL
MONTAGE : IBRAHCOM 77 998 10 44
IMPRESSION : AFRICOM
DISTRIBUTION : ADP

CHRONIQUE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2015

Les producteurs dénoncent la lenteur dans la livraison de l'engrais

L'ingéniosité du Ministre de l'Agriculture et de l'équipement rural a fait déjouer le plan de sabotage des opérateurs d'engrais ; sur les vingt deux (22) Opérateurs retenus pratiquement pour la livraison d'engrais seuls trois (3) sont presque jour ;malgré l'envoi de lettres de rappels pour le respect de leur engagement pour éviter tout préjudice aux producteurs , rien n'y fit ;

L'état les a alerté pour qu'ils puisent prendre toutes les dispositions leur permettant de se mettre à jour ; et jusqu'à ce jour y'en a qui traine des pieds.

C'est pour cette raison qu'aujourd'hui chaque jour les Industries Chimiques du Sénégal (ICS) mettent à la disposition du monde rural Mille Six cent (1600) tonnes d'engrais ; si ce rythme continue il y aura pas péril en la demeure par ce qu'il n'y aura plus de rupture de stocks et que des substitutions seront encore possibles pour éviter des retards aux producteurs ; et pourtant le ministère avait pris toutes les dispositions nécessaires pour une bonne fourniture et livraison des engrais ; cependant il a été noté les nombreuses précipitations enregistrées ce qui présage un bon hivernage .

La traditionnelle réunion du Comité de Suivi de la Campagne Agricole 2015 s'est encore tenue ce mardi 18 Aout 2015 au Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural sis à l'Avenue Bourguiba ; une occasion pour le Secrétaire Général et l'ensemble des acteurs de revenir sur la campagne Agricole, sur son déroulement notamment en ce qui concerne les lenteurs observées dans la livraison et la distribution des engrais et du matériel agricole ; cependant il a été noté les nombreuses précipitations enregistrées ce qui présage un bon hivernage .

Le seul hic noté par les acteurs, c'est la lenteur constatée au niveau de la livraison des engrais dans certaines localités du pays ; et pourtant le ministère avait pris toutes les dispositions nécessaires pour une bonne fourniture e livraison des engrais.

Selon le porte parole de la commission Mr Alioune Dia « tous les fournisseurs d'engrais avaient reçu leur notification depuis le mois de Mars ; ils ont eu le planning de dépôt depuis le mois d'Avril ; quand ils ont eu des difficultés de trésorerie aussi , l'état a pris des dispositions qu'il faut pour leur trouver auprès des institutions financières en mettant à leur dispositions des lettres de confort ; l'état les a aussi accompagné auprès des banques pour la recherche de financement ; ce qui fait que tous les fournisseurs ont eu des appuis financiers auprès de leurs banques ; cependant nous avons noté que sur les vingt deux (22) retenus pratiquement trois (3) étaient presque à jour .

Des lettres de rappels leur ont été envoyées il ya une vingtaine de jours pour qu'ils puissent respecter leur engagement pour éviter de porter préjudice aux producteurs mais rien n'y fit ; et l'état

les a alerté pour qu'ils puisent prendre toutes les dispositions leur permettant de se mettre à jour ; nous constatons que jusqu'à ce jour yen a qui traine des pieds. »

C'est pour cette raison qu'aujourd'hui chaque jour les ICS mettent à la disposition du monde rural Mille Six cent (1600) tonnes d'engrais ; si ce rythme continue il ya pas péril en la demeure par ce qu'il y aura pas de rupture de stocks et que des substitutions seront encore faites pour éviter des retards aux producteurs. »

Pourtant il faut noter que certains fournisseurs ont pu respecter leur engagement ; à l'instar de Monsieur Moulaye Kandé Directeur Générale de la SEDAB qui s'est réjoui du respect des engagements pris sur le quota que le ministère lui avait alloué ; il la rassuré et se dit prêt à accorder des conditions supplémentaires pour sauver la situation

Abou Diallo

CONVENTION PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET À L'ENTREPRENARIAT RURAL (PADAER)./DÉLÉGATION GÉNÉRALE À LA PROTECTION SOCIALE ET À LA SOLIDARITÉ NATIONALE

«Les bourses familiales confortent le ciblage du PADAER»

Le PADAER dans sa logique d'aider les populations rurales pauvres issues des ménages vulnérables notamment les femmes continuent à mener ses actions ; c'est tout le sens de la convention qu'il vient de sceller avec la Délégation Nationale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale ; ce partenariat a été paraphé lors d'une cérémonie organisée par le PADAER qui lui permettra d'accompagner les bénéficiaires des bourses de sécurité familiale délivrées par la Délégation Générale sous la conduite du Dr Anta Sarr Diako De l'avis de Mr Ngagne Mbow Coordinateur du PADAER « le partenariat que nous venons de nouer permettra au PADAER de mieux affiner son ciblage mais également d'apporter sa contribution pour aider les populations qui seront les bénéficiaires du programme national de bourses familiales à sécuriser leur revenus et s'inscrire dans la durabilité en menant des activités productives qui leur permettent de se positionner dans leur environnement social et économique»

Les partenaires ont décidé d'aller à la rencontre des bénéficiaires de Dialacoto ; une localité qui se trouve dans la zone d'intervention du PADAER et située à 70 Kms de la région de Tambacounda ; sur place les populations ont été informées des avantages de ce nouveau accord de partenariat ;leur satisfaction a permis à la représentante des femmes en l'occurrence Madame Aissatou Bassouba de Dialacoto de témoigner tous les efforts déployés par le PADAER dans leur localité ;pour Mme Bassouba « Nous sommes des femmes rurales et il nous faut des appuis pour disposer d'assez de nourriture ; notre souhait est de nous appuyer de tous les côtés ; que tous les ménages puissent en bénéficier pour subvenir à leur charge familiale notamment la santé et l'éducation des enfants ;

Nous remercions au nom de toutes les femmes et des OP pour cette convention et nous souhaitons également la continuité du partenariat avec le PADAER et avec la Délégation Nationale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale dont Madame le Dr Anta Sarr Diako Déléguée Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale a en charge les bourses de sécurité familiale

Pour Dr Anta Sarr Diako « Nous sommes en milieu rural où les exploitations sont des exploitations agricoles et des exploitations d'élevage et le PADAER les appuie en semences et autres intrants et les conseille aussi sur le plan technique mais aussi pour faire une bonne commercialisation de leurs produits ; donc les ménages bénéficiaires vont désormais faire partie de ces femmes productrices ;aujourd'hui c'est pour voir en même temps si ces femmes bénéficiaires respectent les critères et les conditionnalités qui sont dans le Programme Nationale de Bourses de Sécurité Familiales «

La descente sur le terrain à Dialacoto a permis au Dr Anta Sarr Diako de constater de visu les réalisations du PADAER ; il s'agit de l'installation de barrages hydro-agricoles pour approvisionner en eau les producteurs rizicoles de la zone.

Binta Sané

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Sénégal à l'heure de la préparation du Sommet sur les ODD et de la COP 21

Dés 2016, le monde entier basculera sur les Objectifs de Développement Durable(ODD). Ce sera dans une démarche participative que les priorités locales seront déclinées et vont conforter la stratégie de Développement Durable ; c'est dans ce contexte que Dakar a abrité la première Conférence nationale sur le Développement Durable. Une occasion ne pouvait être mieux choisie que celle-là pour discuter des grandes questions de développement durable. Cette rencontre a été ouverte par Mme Ramatoulaye Ndiaye Dieng, Secrétaire Générale du ministère de l'Environnement et du Développement durable qui a axé son allocution d'ouverture sur le sens de la rencontre nationale sur le développement durable, sur les principes prioritaires, sur la contribution nationale du Sénégal, les politiques menées et le principe de développement durable. Le Sénégal est à l'heure de la préparation du prochain Sommet de New York sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et de la COP21 de Paris 2015 qui sont des rencontres futures très attendues et qui méritent d'être enrichies, selon Mme Dieng.

ENTRETIEN AVEC DR AMADOU LAMINE DIAGNE, DIRECTEUR DU PARTENARIAT AU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un fonds national climatique pour promouvoir le développement durable

Au cours de la Conférence Nationale sur le Développement Durable, Dr Amadou Lamine Diagne, Directeur du Partenariat au niveau du ministère de l'Environnement et du Développement durable, a déclaré que le Sénégal jouera un rôle important à la COP 21 qui militera en faveur de décisions consensuelles. Il considère Paris comme un pari pour le Sénégal.

Agropasteur : La conférence nationale sur le développement durable : quels sont les enjeux pour le Sénégal ?

Dr Amadou Lamine DIAGNE : Les enjeux sont énormes et les défis majeurs parce que le développement durable, c'est le développement du futur. Aujourd'hui au plan international les gens ont quitté les OMD et très bientôt, en septembre à New York, nous aurons les Objectifs sur le Développement durable. C'est une énorme opportunité que le Sénégal puisse aujourd'hui partager et valider sa stratégie nationale de développement durable de sorte que l'essentiel des acteurs puissent être d'accord sur les axes prioritaires, c'est-à-dire en matière de développement durable, c'est surtout cela. Donc, on sera d'accord sur cela et on aura un plan d'action pour atteindre les objectifs visés. Un aspect très important de cette question, c'est le financement du développement durable, parce que les idées et orientations peuvent être très bonnes et fameuses mais il faut des moyens. Et pour cela nous sommes en train de nous organiser en pensant d'abord que l'idée du Fonds National Climatique que le Sénégal va mettre en place pourra financer également le Développement Durable car, c'est un fonds qui ambitionne de mobiliser annuellement entre 60 et 100 millions de dollars pour financer les programmes climat et les programmes de Développement Durable.

Avez-vous une réponse pour la société civile sénégalaise qui dénonce le fait de compter sur le financement extérieur outre les ressources endogènes pour faire face aux effets néfastes du dérèglement climatique ?

Je suis entièrement en phase, car charité bien ordonnée commence par soi-même, a-t-on l'habitude de dire ; c'est pour cela, dans l'objectif, c'est l'État qui donne le rythme, c'est-à-dire, nous allons tout d'abord nous appuyer sur nos ressources propres et internes à hauteur de 10 et 15% avant d'aller à la recherche de ressources extérieures ; nous l'avons bien compris ; cela montrera le respect et plus d'engagement de notre part ;si tel est le reproche, je suis tout à fait d'accord et nous l'avons bien pris en charge et sommes très conscients de cela ; il faut nécessairement commencer par les ressources étatiques, c'est-à-dire nos propres ressources avant d'aller chercher ailleurs le gap.

Bientôt la COP 21 se tiendra à Paris 2015, le Sénégal a été la plaque tournante des autorités françaises en charge de l'environnement ; qu'est-ce qui justifie cet intérêt ?

Ah oui, il faut reconnaître la position stratégique du Sénégal et c'est tout à fait normal. D'abord, du point de vue du rôle que le Sénégal joue au niveau de la COP 21 de Paris 2015 en termes d'expertise. Le Sénégal joue aujourd'hui au sein de la francophonie un rôle important. Les enjeux sont énormes, et tous ces mouvements des autorités françaises au Sénégal et toutes ces conférences sont à la dimension de l'importance accordée à la COP 21 où le Sénégal va jouer un rôle important car militant en faveur de décisions consensuelles. Paris est un pari pour le Sénégal aussi, c'est un pari pour nous, et c'est également un pari pour prouver que notre plan d'action pour l'adaptation est pertinent et il doit être financé. C'est un pari pour prouver que même si nous ne sommes pas un pays responsable de ces agissements climatiques, nous allons nous fixer des objectifs de réduction de gaz à effets de serre. C'est également un pari pour aller capter des ressources pour le financement, c'est extrêmement important et voilà les enjeux.

En parlant de financement, où en est le Sénégal pour boucler les 100 millions de dollars recherchés ?

Nous sommes en train de développer une stratégie par la mise en place du fonds national climatique. Il y a un organe où nous allons regrouper l'ensemble des entités qui ont été accréditées, que ce soit le Centre de Suivi Écologique (CSE), entité nationale accréditée pour les programmes qui peuvent peser jusqu'à 10 Millions de dollars, le PNUD, pour des projets allant jusqu'à 250 millions de dollars. Nous pensons qu'au niveau national, le PNUD pourra nous accompagner pour fixer 30 à 40 millions de dollars. Nous venons d'être informé que la BOAD est accréditée tout comme la BAD aussi. C'est donc un ensemble d'acteurs sur lesquels nous allons nous appuyer pour effectivement capter ces 100 millions de dollars que nous voulons mobiliser.

Oumane Sene

CNCAS

Plus de huit milliards de francs Cfa investis dans la vallée pour accompagner le PRACAS

Mr Malick Ndiaye Directeur Général de la Caisse Nationale de Crédits Agricole (CNCAS) a effectué une mission économique dans la Vallée du Fleuve Sénégal trois mois après son installation.

Il a mis à profit cette mission pour annoncer les importantes mesures que la Caisse Nationale de Crédits Agricole (CNCAS) compte prendre pour non seulement accompagner l'état dans la mise en œuvre du Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) et du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR)mais aussi faire du vœu du président de la république pour l'autosuffisance en riz en 2017 une réalité. Ainsi vingt sept mille hectares sur une prévision de cinquante quatre mille seront emblavés au cours de la campagne agricole hivernale de production de riz 2015 dans la vallée du fleuve Sénégal notamment dans les périmètres de Saint Louis Dagana Podor Matam et Bakel.

Partout dans ces localités le Directeur Général de la CNCAS a plaidé pour la bonne cause et de se réjouir des efforts importants déployés par les producteurs de la vallée pour rembourser le crédit

Avant de prendre congé des producteurs le DG a pris bonne note leurs préoccupations relatives à la mécanisation de l'agriculture, l'assurance agricole, le stockage de la production et les difficultés liées à la pratique de la double culture avant de promettre de les étudier pour des solutions idoines.

Arouna Bâ

Atelier Régional de Global Network of Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR) à Dakar (Sénégal): **Les acteurs de la société civile africaine face à la résilience aux catastrophes**

La Société Civile Africaine face aux à Risques de Catastrophes

Les Acteurs de la Société Civile du Global Network of Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR) sont en conclave à Dakar au Sénégal pour voir quel mécanisme adopter pour travailler ensemble dans le renforcement de l'action au niveau local afin d'améliorer la résilience des communautés. Ils sont identifiés comme acteurs clés dans la construction de la résilience aux catastrophes. C'est dans ce cadre que rentre l'organisation de l'atelier international de Dakar au Sénégal qui a réuni des participants venus du Mali, du Burkina Faso, du Togo, de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Nigéria, de la Gambie et du Sénégal.

En effet avec l'achèvement de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, il y a eu la signature d'un accord sur le Cadre d'Action de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophes (CAS/RRC) permettant aux Acteurs de la Société Civile réunis au sein de Global Network of Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR) de mettre en œuvre le plan d'action (2012-2015) dont sa fin est annoncée pour 2015.il sera remplacé par une nouvelle stratégie prospective. Ce sera l'occasion pour les acteurs de la société civile d'identifier les forces et réussites au cours des trois dernières années et les domaines à améliorer pendant les trois prochaines années.

Ainsi deux priorités d'une importance capitale se dégagent ;elles vont permettre l'organisation d'ateliers régionaux avec deux axes principaux, à savoir la tenue de réunions de rassemblement de différents groupes impliqués dans la mise en œuvre du Cadre d'Action de Sendai pour la/Réduction des Risques de Catastrophes , ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience, y compris celle des acteurs impliqués dans le développement durable, le changement climatique et les actions humanitaires.

Au cours de cette rencontre de deux jours, les acteurs de la Société Civile se sont penchés sur l'évaluation, la prospective et la planification des activités de leur réseau. Elle a en outre permis de régionaliser le Plan de mise en œuvre de GNDR et de développer des priorités pour une action concertée.

La rencontre a permis aux acteurs de la Société civile d'examiner le plan d'action de GNDR 2012-2015 et d'identifier les priorités pour la prochaine stratégie de GNDR.

Dakar va marquer pour le Réseau Global Network of Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR) un tournant décisif qui va travailler sur un nouveau plan d'action. Ce qui a été rendu possible grâce au travail débattu durant ces deux jours de rencontre qui ont abouti à des résultats tangibles axés sur l'implication multipartite dans la campagne sur la Reality Check: Plan de mise en œuvre de la société civile, l'Identification des activités de collaboration clés pour aider à assurer l'impact local de niveau du Cadre Sendai pour la RRC, les objectifs de développement durable, l'accord mondial sur le changement climatique, et le Sommet mondial humanitaire, y compris les activités décrites dans le Plan de mise en œuvre de la société civile de GNDR, l'examen de la stratégie 2012-2015 en soulignant les domaines les plus pertinents pour les participants, les domaines de réussite et les zones où GNDR doit accorder plus d'attention, la production d'une liste de domaines thématiques pour GNDR de se concentrer sur l'avenir pour alimenter le développement de notre nouvelle stratégie qui sera publiée lors du Sommet mondial (Octobre 2015) et l'identification des priorités pour renforcer la gouvernance régionale, des partenariats et des coalitions pour soutenir la façon dont les acteurs de RRC travaillent ensemble.

Pour rappel, le Global Network of Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR)a été mis en place à travers l'accord international qui a été signé par tous les États présents à la conférence des Nations Unies pour la société civile tenue à Degu en 2005 au Japon où toute la société civile était présente pour présenter ses objectifs basés sur les besoins des femmes et des enfants.

La société civile s'est réunie pour décider de transformer les stratégies opérationnelles pour atteindre les objectifs avec la présence de plus de cent soixante-huit États (168) avec la formulation de dix (10) recommandations qu'il fallait mettre en œuvre.

D'où l'idée de créer une plateforme pour relever le niveau de discussion avec les États qui a abouti à la mise en place d'un réseau pour mettre en œuvre le plaidoyer à partir des réalités locales sur le terrain.

Babacar sene

MISE EN PLACE DU COMITÉ NATIONAL D'ORGANISATION (CNO/JMA 2015) DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION EDITION 2015

La Région de Matam à l'honneur

La réunion préparatoire de la Journée Mondiale de l'Alimentation édition 2015 s'est tenue ce Vendredi 14 Août 2015 dans la salle de conférence du Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural sis avenue Bourguiba prés du Rond point Jet d'eau immeuble Serigne Saliou Mbacké ; elle a été présidée par Mr Arona Niang Conseiller Technique du Ministre de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural en présence de Mr Oumar Sané Directeur de l'Agriculture et de Mr Oumar Diouf Chargé de Programme à la FAO

Cette année le thème s'intitule « Protection sociale et agriculture-briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale » ;

-La mise en place du Comité National d'Organisation de la Journée Mondiale de l'Alimentation 2015 et le choix de la région devant abriter la cérémonie officielle de l'édition 2015 ont été les grands points inscrits à l'ordre du jour

En ouvrant la réunion le directeur de l'agriculture a qualifié la réunion de partage sur ce qui a été fait et de partager ce qui va se faire également en octobre prochain pour la célébration 2015 de la Journée

Il a manifesté ses attentes par rapport aux réflexions qui sortiront de la réunion et qui ne manqueront pas de rehausser le niveau de l'organisation

Pour Mr Oumar Diouf représentant la FAO, le ministère de l'agriculture et de l'équipement rural fait office dans l'organisation de la JMA ; il a fait un bref rappel de l'historique de la JMA qui chaque année est célébrée le 16 Octobre avant de mettre en exergue le thème qui cette année s'intitule « Protection sociale et agriculture-briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale » ;

Pour lui la protection sociale se définit comme un ensemble de solutions ébauchées et un ensemble de services pour aider les pauvres à sortir de la faim et de la pauvreté ; c'est pourquoi de l'avis de Mr Diouf le choix fait par la FAO pour ce thème vise trois objectifs la mise en avant du rôle de la protection sociale, la promotion de politiques de protection sociale et la mise en débats entre les parties pour trouver des voies et moyens pour une approche intégrée

Il a en outre mis l'accent sur l'importance de la JMA qui est pour lui une occasion d'examiner les moyens susceptibles de sensibiliser autour du thème fédérateur de l'action et de la protection sociale ; en cela il a loué tous les efforts de la Délégation Nationale de Protection Sociale

Et la JMA doit être pour lui une tribune d'expression pour promouvoir toutes ces dynamiques qui existent au Sénégal ;

Mr Diouf a souhaité que cette Journée Mondiale de l'Alimentation sous le thème de la protection sociale doit être une tribune d'expression pour promouvoir toutes les dynamiques qui existent au Sénégal, ait des impacts pour les populations ;

Pour Mr Arona Niang Conseiller Technique représentant du SG « cette Journée est une plateforme multi-acteurs permettant de briser l'étanchéité entre les sectoriels au niveau du Ministère et constitue également une plateforme de promotion du travail accompli par la FAO

Il a mis en relief le thème qui met l'accent sur la protection sociale qui fournit un moyen fiable de stimulation de la production agricole et de l'activité économique locale

Au Sénégal cette célébration sera l'occasion de mettre en exergue les efforts du pays pour faire le lien entre l'agriculture et la protection sociale notamment de bourses de sécurité familiale et de partager les efforts réalisés par le pays(Programme d'Achats Locaux mis en œuvre conjointement par la FAO et le PAM avec le soutien financier du Brésil dont le Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural contribue à la réalisation de la phase pilote, la consolidation portant sur l'appui de la filière riz à Kédougou, bourses de sécurité familiale) ;il a fini par saluer le partenariat entre le Ministère de l'agriculture et de l'équipement Rural et la Délégation avec qui les filets sociaux sont développés

Comme chaque année la FAO contribue à hauteur de 1500 dollars pour l'organisation de cette journée

L'installation du Comité National d'Organisation de la Journée Mondiale de l'Alimentation permettra de démarrer les activités a déclaré Mr Arona Niang avant d'exhorter les membres à véritablement jouer leur partition pour une journée réussie

Tous les membres se sont inscrits dans les sous comités que sont le sous comité organisation et logistique, le sous comité communication et le sous comité scientifique

A l'unanimité les membres du CNO ont porté leur choix sur la Délégation à la Protection Sociale pour présider le sous comité scientifique, ce que ses représentants ont accepté et ont promis de rendre compte à la hiérarchie ;

Un des temps forts de la réunion est le choix de la région devant abriter la célébration officielle de la JMA édition 2015

Mme Johnson a fait la présentation des propositions du comité restreint sur le choix de la région ; elle a décliné les critères qui permettent le choix de la région

A cette occasion le Directeur de l'Agriculture est revenu sur l'importance du choix de la région qui doit prendre en charge le contexte de l'année internationale des sols qui sera célébrée cette année 2015 ,la problématique liée aux aspects fonciers qui doivent être intégrés ,la dimension foncière , et le niveau de pauvreté

Les membres du CNO ont unanimement choisi la région de Matam pour abriter la cérémonie officielle d'organisation de la Journée Mondiale de l'Alimentation édition 2015

Babacar Sene

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE PARIS 2015

Les bons points de l'agriculture sénégalaise

Cheikh Amar PDG de Groupe Holding Amar promet la dotation d'engrais de phosphatage de fonds et de matériels agricoles aux agriculteurs sénégalais pour la prochaine campagne agricole 2015 à Paris ; Ainsi 10.000 tonnes de phosphatage de fond d'une valeur de deux milliards francs Cfa seront mises à la disposition des producteurs

La capitale française a accueilli du 22 février au 1er mars derniers, la 52ème du Salon International de l'Agriculture(SIA) à Porte de Versailles et le Salon International du Machinisme Agricole(SIMA) à Villepinte. Deux grands rendez vous annuels parisiens très courus par le monde agricole et rural ; ils constituent traditionnellement une belle opportunité pour les agriculteurs et le Secteur privé sénégalais.

En effet, cette 'grande ferme' de la Porte de Versailles est mise à profit par Mr Cheikh Amar PDG de Groupe Holding Amar pour informer le Ministre de l'Agriculture et de l'Equipement Rural sur la participation prochaine de son groupe au Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise(PRACAS) à hauteur de 10.000 tonnes de phosphatage de fond dans la campagne agricole évaluée à plus de deux milliards de nos francs Cfa ;

A travers cette contribution Mr Amar accompagne l'état dont l'ambition est de rendre notre Agriculture compétitive, inclusive, capable de nourrir au mieux et durablement les populations, d'augmenter les revenus des ruraux et d'assurer des emplois agricoles et non agricoles.

DÉCLARATION DE MR CHEIKH AMAR PDG DU GROUPE HOLDING AMAR DEVANT LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL

«C'est l'occasion d'accorder toute ma reconnaissance au ministre de l'agriculture et de l'équipement rural du Sénégal qui m'a permis de faire la déclaration que lui-même a cautionné ; nous TSE, nous allons participer cette année à hauteur de 10.000 tonnes de phosphatage de fond parce que le phosphatage de fond augmente la production de 30% ; je pense que ce sera notre contribution au PRACAS ; le tout est évalué environ à deux milliards de nos francs Cfa aussi bien le produit que le transport ; Le gouvernement comme la dit le ministre va subventionner le petit matériel ; il y a également beaucoup de tracteurs que nous allons amener et qui vont être subventionné à hauteur de 50% ; notre groupe fait partie des sociétés qui ont été retenus ; donc je ferai tout pour que ce projet marche »

LES TÉMOIGNAGES DU MINISTRE APRÈS LA DÉCLARATION DE CHEIKH AMAR PDG HOLDING AMAR

« Si je ne validais pas cette déclaration je ne serai pas là avec lui » a dit le ministre de l'Agriculture et de l'Equipement Rural Dr Papa Abdoulaye Seck

Alioune Dia Président de Forces Paysannes au nom des Producteurs « Eh bien nous nous réjouissons que des compatriotes comme Cheikh Amar prennent l'initiative de doter l'agriculture de plus de (dix mille) 10.000 tonnes pour le phosphatage de fonds ; c'est à saluer ; Je crois que c'est important parce qu'il ne sert à rien de mettre de l'engrais sans pour autant qu'il y ait ce phosphatage de sols parce que l'engrais doit être soutenu et il doit être accompagné ; ce programme de phosphatage existait au Sénégal mais il a été arrêté car mal appliqué et mal géré ; c'est la fertilisation des sols ;cette phase de phosphatage trouve toute sa raison d'être pour soutenir l'engrais dans le sol ;tous nos remerciements ; et le ministre vient effectivement de cautionner ces efforts car ayant fixé la barre très haute avant d'exhorter à plus de rigueur pour régler définitivement les problèmes de notre agriculture

Entretien avec Mr Cheikh Amar PDG Groupe Holding Amar au Stand du TSE au SIA porte de Versailles de Paris

Pourquoi votre groupe a participé à cette cinquante-deuxième édition du salon international de l'agriculture de Partis ?

Cheikh Amar : eh bien mais c'est normal ! Nous évoluons dans l'agriculture notamment sur tout ce qui est matériel agricole, engrais, phosphates etc. ; c'est pour cela que nous venons appuyer le ministère de l'agriculture et de l'équipement rural ; nous avons une société qui fait partie de notre holding qui s'appelle TSE-Afrique et qui est très connue distributeur de matériel Massey Fergusson

Aujourd'hui quel est le rôle que vous jouez en tant que fournisseur dans la relance de l'agriculture sénégalaise ?

Là nous allons travailler avec l'état et les producteurs pour l'atteinte de l'autosuffisance en riz et l'autosuffisance alimentaire en général; je réaffirme ma forte conviction que l'agriculture est la locomotive de notre économie sur qui il faut compter ; donc sans agriculture on peut rien faire ;

Hier nous avons visité le salon international du machinisme agricole à Villepinte vous étiez présent est ce qu'on peut s'attendre à plus d'équipements pour l'agriculture sénégalaise ?

Oui j'étais à Villepinte au Salon Internationale du Machinisme Agricole (SIMA) où nous avons rencontré nos partenaires que sont Massey Fergusson et Grégoire Besson et IRRI-France ; ce sont mes trois partenaires avec qui nous avons signé d'importants projets pour accompagner l'agriculture sénégalaise et les producteurs sénégalais ; IRRI-France fait des pivots pour la maîtrise de l'eau ; Patrick Besson est le numéro Un mondial pour tout ce qui est matériel attelé, des tracteurs que ça soit les offsets, les charries, les bidonneuses ou les bineuses et tout ce qui est matériels agricoles de même que Massey Fergusson qu'on na plus à présenter .

a

Hier les producteurs ont exprimé leur désir d'acquérir du matériel agricole adapté à notre agriculture quelle réponse leur apportez vous donnez vous ?

Cette expression de leurs besoins exprime mon déplacement à Bauvais lors de mon séjour à Paris ; mes partenaires ont trouvé la réponse en apportant pour l'Afrique un type de matériel très simplifié à l'instar du tracteur pour l'Afrique exposé ici ; ses caractéristiques démontrent qu'il ya pas assez d'hydraulique et ne pose pas beaucoup de problèmes ; donc Massey Fergusson a crée cela maintenant et la grande innovation est qu'ils ont changé le moteur Perrin qui avait enregistré beaucoup de familiarités avec nos mécanos qui jouaient avec les pièces de rechange ; ce qui fait que maintenant ce sont les concessionnaires et les distributeurs seuls qui peuvent fournir les pièces de Massey Fergusson ; et le suivi est assuré.

Au cours de ce SIMA ' d'importants protocoles ou conventions ont été signés pouvez vous y revenir ?

D'abord avec Irri-France c'est pour la maitrise de l'eau car sans l'eau on ne peut rien faire ; les gouttes à gouttes nous posent beaucoup de problèmes parce que dés qu' il y a de petits problèmes l'apport de l'eau est perturbé ; alors qu'IRRI-France nous avons des pivots qui peuvent arroser partout ;néanmoins nous allons continuer à travailler avec d'autres partenaires ; nous avons également un autre important partenaire comme Keep Oscar Brother qui est numéro Un mondial en Pompe pour l'irrigation ; il ya aussi notre partenaire qui investit les groupes motopompes et autres qui sont aussi importants pour la vallée

En termes de projets il ya celui du recrutement des jeunes pour l'application au niveau terrain que comptez vous faire dans ce sens ?

Nous un important projet de recrutement pour renforcer nos ressources humaines sur le plan technique ;je fonde tout mon espoir aux jeunes sur qui j'oriente ces recrutements notamment les jeunes sortants du Lycée André Peytavin de Saint Louis et du Lycée Technique Maurice Delafosse ; ils seront embauchés et leur capacité renforcée pour une utilisation rationnelle et efficiente de nos machines;

DOSSIER SUR L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE EN RIZ EN 2017 RÉALISÉ PAR BABACAR SENE FATM DIOP ET ABOUBACARY BA

SODAGRI /SAED : Le Sénégal mise sur ce binôme

Il ya moins de six mois à Paris lors du Salon International de l'Agriculture le Directeur Général de la SODAGRI chiffres à l'appui annonçait en marge de la Journée du Sénégal que c'est rentable d'investir à Anambé ; c'est ce qu'il est entrain d'opérationnaliser ; avec le Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) qui est en cours et les opportunités qui existent dans la localité et qui seront renforcées par la reconstitution du pôle Casamance et l'extension de la SODAGRI , l'autosuffisance en riz en 2017 et faire de la SODAGRI une vraie société de développement rural dans la zone sud sont à portée de main pour le DG Aujourd'hui les perspectives sont prometteuses. Et l'élan pris par la SODAGRI avec l'acquisition du matériel agricole dans le cadre du PASAEL doublé de l'enthousiasme des autorités, des techniciens et des producteurs est révélateur d'une volonté affirmée au premier rang duquel le Président de la République pour une modernisation de l'agriculture ;elle doit être tractée par une mécanisation ;

LES ASSURANCES DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La SODAGRI enclenche ainsi le processus de modernisation à travers la mise en œuvre du programme de mécanisation de notre agriculture
Avec aujourd'hui l'accélération de la reconstitution du capital semencier, il est possible d'utiliser de nouvelles variétés. S'l y a vingt ans on était très fier, très content d'avoir 5 tonnes à l'hectare au nord, aujourd'hui nous pensons qu'on peut avoir autant dans les autres zones notamment du sud où les progrès techniques ont véritablement changé qui les attitudes et les comportements en agriculture.
Aujourd'hui réhabiliter le Bassin de l'Anambé appelle également à l'aménagement de tous les bas fonds somme toute de 15000 hectares, Kolda peut nous donner 70.000 tonnes de riz blanc pour une consommation qui tourne autour de 65.000 tonnes de la part des techniciens .de ce fait Kolda pourra non seulement nourrir Kolda mais même exporter vers d'autres régions 5 .000 tonnes ;c'est pourquoi la SODAGRI adopte une nouvelle ère pour une agriculture de rupture et c'est ça la prescription forte de Son Excellence Monsieur le Président de la République et que le DG est entrain de mettre en œuvre sur le terrain.

L'EXÉCUTIF RÉGIONAL DANS LES RIZIIÉRES

Cette année le semis se porte bien et le matériel agricole est mis à disposition ; trois mile hectares sont emblavés dans le bassin de l'Anambé confirme le chef de l'exécutif régional Gouverneur de la région de Kolda en visite dans les périmètres du bassin de l'Anambé
Un paysage verdoyant c'est le décor qui se présente dans le bassin de l'Anambé ,les riziculteurs comme Karamba Diaby sont pleins d'espoir ;le producteur a emblavé cette année plus d'une centaine d'hectares ; et il se dit être prêt à faire plus ; » nous avons de l'espoir et optimiste d'un bon hivernage ;les pluies sont abondantes et dieu merci nous n'avons pas observé de pause depuis le début ;le planage et les systèmes d'irrigations sont au point ;que les six mile hectares soit planés pour espérer la production de beaucoup de riz cette année ; De l'avis d'un autre producteur » nos parcelles sont inondées depuis presque une semaine nous sommes là et nous n'arrivons pas à exploiter correctement nos parcelles ; nous avons une centaine de parcelles et on a envisagé à l'heure actuelle de se hâter
Retard dans la distribution de matériels, des craintes dues aux fortes pluies tombées ces jours le DG rassure et prédit de bonne récoltes ; pour lui « jamais il y a eu autant d'engouement de détermination pour les emblavures au niveau du bassin de l'Anambé ; donc c'est l'occasion de féliciter les producteurs « a déclaré le Directeur Général;

DES PRODUCTIONS RECORD ESPÉRÉES

Il renchérit en outre que « nous avons reçu quatre moissonneuses lors de la visite du président de la république ;nous attendons d'autres moissonneuses du programme subventionné que nous recevrons au début des récoltes ; Nous enregistrons pour les rendements depuis quelques année autour de 5 tonnes à l'hectare je dis que chaque conseil agricole sera jugé en fonction des parcelles qu'il surveille et voir le rendement qui est produit là-bas ; s'il parvient à faire 6 tonnes on aura à faire autant de production avec les 3500 hectares autant de raisons d'espérer des productions record . »
C'est un suivi rapproché que le gouverneur est entrain de faire ; deux mois après sa dernière visite il revient sur ses pas pour voir le comportement des semis ; selon le gouverneur chef de l'exécutif régional « le constat est encourageant, nous sommes venus nous avons vu et nous avons écouté et nous allons rentrer l'esprit tranquille apaisé »
Par rapport au constat par rapport aux réalisations également mais surtout par rapport à l'engouement des producteurs locaux surtout ; ils se sont engagés et ont fait corps avec la SODAGRI, l'état pour aider le chef de l'état à atteindre cet objectif d'autosuffisance en riz en 2017 »
La réhabilitation du bassin de l'Anambé poursuit son cours ; sur l'objectif de trois mille cinq cent hectares sans compter les vallées et bas fonds comme à Saré Wougna où les groupements de femmes détiennent 75 hectares de riz ;

DANS LA VALLÉE LES PRODUCTEURS SALUENT LA RÉACTIVITÉ DU MINISTRE ; RÉUSSIR LE PARI DE LA MÉCANISATION

Les productions record de la contre saison espérées dans la vallée ont pu être sauvées avec la réactivité saluée du ministre de l'agriculture qui a implanté ses bureaux durant plus de deux semaines dans la vallée pour répondre aux soucis des producteurs et s'enquérir de plus prés de la situation dès qu'il a été mis au courant de la situation difficile que vivent les producteurs de la vallée, il est venu constater de visu, sur le terrain, ces problèmes et, séance tenante, a pris d'importantes décisions en vue d'apporter les solutions les plus adéquates à cette situation.
Son poste de commandement implanté à Saint-Louis lui a permis de superviser et de coordonner toutes les actions devant permettre aux producteurs de riz de récolter dans de très bonnes conditions cette énorme quantité de paddy et d'entamer la

campagne hivernale de production agricole.il a réaffirmé son engagement de rester auprès des producteurs dans la vallée et n'est pas prêt de les quitter tant que leurs problèmes ne sont pas résolus, et à traduire en actes concrets , en étroite collaboration avec tous les acteurs de la filière, la vision du chef de l'Etat en matière d'autosuffisance en riz.

LE MINISTRE DANS LES RIZIÉRES

Dr Papa Abdoulaye Seck est le seul ministre de la République du Sénégal qui a marqué sa présence sur le terrain plus de deux semaines ; ainsi il bat le record de présence d'un ministre dans les champs au Sénégal de l'indépendance à nos jours ; un séjour qui lui valu de dissiper les craintes des producteurs rizicoles en mettant à leur disposition neuf moissonneuses batteuses en attendant l'arrivée d'autres matériels. Tous les producteurs directement concernés par cette situation, les autorités administratives, les responsables de la Drdr, de la Saed, et plusieurs autres acteurs de la filière riz, ont fortement salué la réaction spontanée du ministre Dr Papa Abdoulaye Seck, les mesures qu'il a prises pour renforcer le dispositif de moissonneuses-batteuses.
Ainsi le ministre de l'agriculture a pris à bras le corps la situation et se dit très optimiste de l'utilisation du matériel « l'espoir est permis car ce matériel va permettre de réduire la pénibilité du travail en ce qui concerne la récolte et va aussi nous permettre d'aller vite afin d'engager une saison hivernale où on pourra même enregistrer des superficies plus importantes ; en tout cas il ya de l'espoir et notre pays est résolument engagé dans la modernisation de son agriculture et qui parle de modernisation d'une agriculture parle d'élévation de niveau de notre mécanisation car c'est grâce à une mécanisation qu'on pourra augmenter la productivité et on pourra étaler au mieux la production dans le temps et avoir véritablement une production de qualité » ;
De Boundoum à Mbabam en passant par Colonade le ministre de l'agriculture a sillonné les périmètres à la rencontre des producteurs ; ces derniers ont exposé leurs difficultés non sans renouveler leur engagement et leur détermination à aller en campagne hivernale ; à l'unanimité ils ont salué l'arrivée des moissonneuses ; la mécanisation dépend largement l'autosuffisance
« Nous avons réceptionné les Moissonneuses batteuses qui vont tout de suite être acheminés de l'avis de Ndiawar Diop Président de l'Union des Périmètres Autogérés pour aller récolter ; Nos réaffirmons notre détermination renchérit –il, a vraiment à accompagner l'état pour qu'on puisse ensemble réussir le pari que nous nous sommes fixés et je pense que « inchala » dieu nous aidera à le faire ; »
Dr Babacar Fall producteur rizicole est d'avis que c'est là où il faut remercier la spontanéité et le pragmatisme du ministre de l'agriculture et de l'équipement rural , le directeur de la SAED aussi qui ont mis en place un programme et ce programme est entrain d'être déroulé et exécuté sans problèmes »
Les femmes n'ont pas manqué de traduire toute leur reconnaissance à monsieur le ministre ; ainsi de l'avis de madame Korka Diaw présidente des femmes productrices de riz de la vallée « on croit fortement à l'état et comptons l'accompagner afin de faire de la vision du président une réalité ; le ministre est venu à son heure pour régler le problème en nous dotant de matériels ;
Ainsi cent trente tracteurs et six cent groupes motopompes vont être réceptionnés et viendront renforcer le dispositif mécanique existant ; une utilisation de la mécanique qui doit être combinée à la main-d'œuvre
Pour Dr Papa Abdoulaye Seck « la mécanisation doit être graduelle, c'est-à-dire qu'on utilise une main-d'œuvre et au fur et à mesure qu'on se mécanise on diminue la main-d'œuvre ; c'est ce qu'ils préconisent »
Lors de la visite du ministre, la sollicitude des privés a été saluée et ils ont en effet décidé de mettre à disposition trois moissonneuses batteuses aux producteurs de la zone ; la contre saison 2015 a enregistré des records d'emblavures de trente six mille hectares.

L'AUTOSUFFISANCE EN RIZ EN 2017: LES CAPITAINES RIZICOLES À PIED D'ŒUVRE

Dans le Delta du nord Sénégal la course vers l'autosuffisance a fini de faire des riches ; on

les appelle « les émergents » comme pour coller à la vision du chef de l'état
«Selon un opérateur « investir dans le riz donne de l'argent raison pour laquelle les superficies emblavées et la production augmentent d'année en année ; cela a également incité le secteur privé à s'installer pour preuve il ya ceux qu'on appelle les émergents ; des gens qui en moins de dix ans faisaient un deux voire cinq hectares et qui aujourd'hui font des centaines d'hectares ils sont devenus des millionnaires voire même des milliardaires ;
Parmi eux Mr Abdou Fall ; il est parti de rien et aujourd'hui exploite deux cent hectares pour récolter grâce' à ses employés et à la SAED, des centaines de millions.
« Je n'ai rien trouvé de meilleur que l'agriculture surtout la riziculture ; j'en suis fière ; aujourd'hui je n'envie pas mes amis qui reviennent de l'Europe ou des états unis ; je tire des centaines de millions comme revenus dira t-il ;
Dans le programme Autosuffisance en riz un autre riziculteur émerge « Modou Lô » un vrai champion des terres autre le « khagne » dans la lutte qui met son ingéniosité au service de la riziculture ; trouvé dans sa demeure à Ross Béthio il nous fait découvrir son hangar ; la plus petite machine agricole coûte entre trente et soixante millions de francs Cfa ; de quoi se rendre compte de l'importance de l'investissement dans l'agriculture
L'agriculture est importante aujourd'hui pour en tirer des revenus; dans la course à l'autosuffisance en riz se découvrent des investisseurs étrangers ; François est un entrepreneur agricole français ; son groupe exploite dans le delta plus de six cent hectares pour un chiffre d'affaires non moins important ;
Selon lui « ici nous démarrons les récoltes sur une parcelle qui fait cinq hectares avec une moissonneuse batteuse qui est en mesure de récolter plus de dix hectares par jour.
Le riz du delta tient ses riches et ses richesses ; la terre et l'eau.
C'est véritablement une condition obligatoire pour atteindre l'objectif du million six cent mille tonne de paddy fixé par le chef de l'état sous l'encadrement de la SAED ; Les populations sont volontairement intégrées dans le processus ;
Selon un témoignage » les rizières étaient inexploitées avant les années d'indépendance ; jamais on avait pensé à la disponibilité de l'eau ; avec l'avènement de la nouvelle politique soutenue par les ruptures actuelles, l'eau et à notre disposition et à volonté ; »
Aujourd'hui la rizière reste un nouvel investissement pour atteindre l'autosuffisance en riz soutenu par les importantes mesures d'accompagnement de l'état ; ce sont des terres aménagées, des chenaux et surtout le nerf de l'émergence qui aujourd'hui et estimé à plus de sept milliards de francs Cfa ;
« Le financement de la campagne de contre saison passée comparée à celle de cette année il ya un accroissement de 90% » de l'avis de monsieur Seyni Ndao Directeur Général Adjoint de la SAED ; « de 3 ,19milliards nous sommes passés à plus de 7,6 milliards de francs Cfa ; vous voyez que c'est extrêmement important ; donc il ya beaucoup de gens qui y gagnent ; donc la filière riz est une filière fédératrice et génératrice de revenus a-t-il conclu » ;
Il y a encore des terres qui sont encore disponibles des ressources en eau importantes, le marché est immense au niveau du delta du fleuve Sénégal ;
Au départ il s'agissait seulement d'atteindre l'autosuffisance en riz aujourd'hui ce sont des entrepreneurs agricoles, qui sont et font le delta ; ils vont récolter des millions voire des milliards de francs Cfa

RIZ LOCAL: LE PARI DE L'AUTOSUFFISANCE

Le Sénégal importe chaque année huit cent mille (800 000) tonnes de riz, malgré les efforts consentis par l'Etat, la production nationale ne satisfait pas en encore la demande nationale. Seuls 30 % de ces besoins sont couverts. Pour atteindre l'autosuffisance en riz d'ici 2017 l'Etat a mis en place le Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS). La préoccupation de Madame Korka Diao, Femme Leader Paysanne, productrice rizicole au niveau de la Vallée du fleuve Sénégal est de pouvoir tout mettre en œuvre pour accompagner véritablement l'atteinte de l'autosuffisance rizicole du Sénégal à l'horizon.
Le gouvernement du Sénégal a fait ce pari important de tout mettre en œuvre pour assurer l'autosuffisance rizicole du Sénégal à l'horizon 2017 grâce à la production d'un million six cent mille (1 600 000) tonnes de paddy. Un Conseil interministériel y a été consacré pour voir quels sont les voies et moyens de l'opérationnaliser et d'optimiser les performances de la production rizicole pour la campagne 2014 -2015.
L'autosuffisance en riz d'ici 2017 est bien possible, de l'avis des producteurs rizicoles car les conditions sont réunies. Les terres sont disponibles. Cependant, le gouvernement doit assurer le financement, la disponibilité des semences de qualité et du matériel agricole et effectuer le suivi ; néanmoins ils se disent satisfaits après évaluation faite pour augmenter la production de riz local.
Pour Mme Korka Diao, productrice rizicole au niveau de la Vallée du fleuve Sénégal « c'est véritablement un pari important et nous devons tout mettre en œuvre pour accompagner véritablement l'atteinte de l'autosuffisance rizicole du Sénégal à l'horizon 2017 ; c'est notre préoccupation. Pour que l'objectif d'atteinte en 2017 de l'autosuffisance reste réaliste et réalisable, il faut que les autorités en charge de ce département agricole puissent être dans une dynamique d'excellence, combinée avec la recherche en permanence non seulement de l'efficacité et de l'efficience de l'investissement public mais aussi de l'investissement privé. »

ENTRÉE ET PLAT DE RÉSISTANCE À BASE DE RIZ : LE RIZ DANS TOUTE SA DIVERSITÉ

Le riz a dévoilé toutes ses facettes et toute sa diversité grâce à la SAED. Ce qui a convaincu plus d'un. Madame Fatou Bodian, Conseillère en Promotion Féminine à la SAED, nous étale les facettes du riz local des différentes possibilités qu'offre le riz de la Vallée. Le jus de riz, de même que les galettes et biscuits sont dégustés.
Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS), la SAED accompagne les acteurs de la Vallée du Fleuve Sénégal.

SOMMET DE L'ELEVAGE 2015 à Clermont Ferrant

Chaque année, le SOMMET DE L'ELEVAGE accueille la fine fleur de l'élevage français et européen.
Les 2 000 animaux présents, animeront les espaces bovin, ovin et équin durant les 3 jours de l'événement.
Programme 2015 des présentations animales
- CONCOURS NATIONAL
• Bovins viande : race Limousine (400 animaux + vente aux enchères)
BOVINS VIANDE (750 animaux)
• Concours interrégionaux des races Charolaise, Blonde d'Aquitaine, Salers, Gasconne, Aubrac et Parthenaise
• Présentations des races Bazadaise, Ferrandaise, Rouge des Prés, Blanc Bleu Belge, Hereford et Piémontaise
BOVINS LAIT (550 animaux)
• Concours interrégionaux des races Prim'Holstein, Montbéliarde, Simmental, Brune, Normande, Tarentaise et Abondance
• Vente aux enchères de génisses Brune
• Présentations des races Jersiaise et Pie Rouge des Plaines
OVINS / CAPRINS (400 animaux)
• Concours interrégionaux des races Ile de France, Charollaise et Texel
• Présentations de races herbagères et rustiques : Suff olk, Hampshire, Lacaune, Blanche du Massif Central, Rava, Limousine, Grivette, Noire du Velay…
• Présentations de chèvres Alpine et Saanen
• Présentations de races de chiens de berger, par la Société Centrale Canine
• Vente aux enchères de béliers Hampshire
• Démonstrations de chiens au travail sur troupeaux et de matériel ovin innovant
• Concours de tonte
ÉQUINS (300 animaux)
• Concours interrégionaux des races Percheron, Ardennais, Comtois et Breton
• Présentations des 9 races de cheval de trait Français et des races cheval d'Auvergne et Auxois
• Présentations de chevaux et poneys de loisirs et de l'âne Bourbonnais
• Démonstrations de matériel hippique et de chevaux et ânes au travail
• Grand Prix du Massif-central d'attelage en paire
175000 m2 au service des professionnels de l'élevage !
Devenu une référence parmi les plus grands salons mondiaux dédiés aux productions animales, le SOMMET DE L'ÉLEVAGE séduit chaque année de plus en plus de professionnels. Ainsi en 2014, ce sont 85 000 visiteurs dont 4 000 visiteurs internationaux en provenance de 70 pays (+11 % par rapport à 2013) qui ont foulé les allées du salon.
À la fois rendez-vous d'affaires, lieu d'échanges et d'information, le SOMMET est reconnu pour la qualité de ses contacts commerciaux.
À noter qu'avec plus de 1.300 sociétés exposantes dont près de 300 étrangères de 30 pays différents, le SOMMET présente une offre commerciale complète pour toutes les filières de l'élevage, que ce soit en alimentation animale, produits vétérinaires, équipements pour le lait, matériel d'élevage, machinisme agricole, nouvelles énergies
Le Rendez-vous des plus grandes races
Installé au centre de la France, au cœur de la plus grande prairie d'Europe, le SOMMET DE L'ÉLEVAGE est une vitrine exceptionnelle du savoir-faire français en mati ère de production animale et de génétique.
Avec 2 000 animaux en présentation, le

SOMMET est le salon international leader du secteur bovin viande tout en étant également l'événement national de référence des éleveurs laitiers de zones de montagne.
Avec 400 animaux, le secteur ovin est lui aussi bien représenté sur le salon, tandis que la filière caprine exposera quelques chèvres pour la seconde année consécutive. Enfin, avec près de 300 équins représentant seize (16) races, le SOMMET DE L'ÉLEVAGE demeure le plus grand rassemblement français de chevaux de trait.
La Limousine en concours national
Après les précédentes organisations réussies de son concours national dans le cadre du SOMMET de l'élevage en 2004 et 2011, la race Limousine revient donc à l'honneur lors de cette 24e édition avec près de 400 animaux en compétition et la tenue d'une vente aux enchères. Plus grand rassemblement mondial de la race, le Concours National est un événement de grande envergure. En moyenne, plus de 200 élevages en provenance de 35 départements participent au concours. Le National est un événement très attendu par les éleveurs Limousins français mais également étrangers ainsi qu'en atteste la présence déjà confirmée de nombreuses délégations internationales. Lors des 3 demi-journées de concours, les visiteurs pourront apprécier le travail effectué par les meilleurs éleveurs français qui présenteront des animaux d'un excellent niveau génétique.

SUITE PAGE 8

L'actualité agricole au cœur de l'événement
Technologies, recherche, génétique, Politique Agricole Commune, commerce international et stratégies export, environnement, santé animale… autant de thématiques phares, collant au plus près à l'actualité agricole, qui seront abordées durant les 3 jours du salon.
Une envergure internationale confirmée
Au total, pas moins de 30 conférences, colloques ou tables rondes seront proposés aux visiteurs du Sommet de l'Elevage
Avec 4 000 visiteurs étrangers de 70 pays accueillis-en 2014 et 270 sociétés étrangères présentes, le SOMMET DE L'ELEVAGE confirme chaque année un peu plus son image de grand salon agricole international.
Il faut dire qu'avec son Club d'Affaires International, sa Soirée Internationale de l'Elevage et ses nombreuses visites d'élevages et autres animations proposées, le SOMMET réserve à ses délégations étrangères un accueil des plus VIP.
Pour la première fois, le SOMMET DE L'ELEVAGE organisera en 2015 des circuits de visites (pré-tours) pour ses visiteurs internationaux dès la veille de l'ouverture du salon, le mardi 6 octobre. Au programme, 4 circuits de découverte des filières bovin viande, bovin lait et ovine ainsi qu'un circuit de visites spécial dédié à la race Limousine.
Véritables temps fort du salon et plébiscitées par tous les visiteurs internationaux, les visites d'élevage et de sites techniques agro industriels sont renforcées cette année avec près de 40 visites programmées sur 4 jours.
Pour la 24e édition du SOMMET, ont d'ores et déjà confirmé leur venue, des délégations de Roumanie, Serbie, Russie, Ouzbékistan, Kazakhstan, Colombie, Chili, Mexique… tandis que 4 nouveaux pays viennent grossir les rangs des exposants directs : Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande et Australie.
Invitée d'honneur en 2015, la Roumanie disposera d'un espace dédié dans le pavillon d'accueil, afin de promouvoir son agriculture et sa forte tradition d'élevage.
Afin de favoriser les échanges professionnels avec ce pays, la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Auvergne organisera des rendez-vous d'affaires entre les exposants et les visiteurs roumains.
Programme 2015 des temps forts dédiés aux visiteurs internationaux
Nouveau cette année !
En complément des visites d'élevages traditionnelles, des pré-tours seront organisés le mardi 6 octobre toute la journée et proposés à l'ensemble des visiteurs Internationaux.
4 circuits sont planifiés : filière bovin viande, filière bovin lait, filière ovine et race Limousine.
De quoi permettre une découverte complète de ces filières et favoriser les moments d'échanges entre professionnels français et visiteurs étrangers.

SOIRÉE INTERNATIONALE DE L'ÉLEVAGE

Les délégations étrangères pourront de nouveau assister à une grande soirée internationale de l'élevage organisée à leur attention en partenariat avec FRANCE GÉNÉTIQUE ELEVAGE, au cours de laquelle les 70 races bovines, ovines et équines françaises exposées sur le salon leur seront présentées (traduction en anglais et espagnol).
Un cocktail convivial clôturera la soirée. Mercredi 7 octobre , 18h45 – 20h30, Ring Hall 3.
Visites d'élevages et de sites techniques agro industriels
Pour cette 24e édition, le SOMMET fait véritablement la part belle aux visites d'élevages et de sites agro industriels puisque ce sont près de 40 visites gratuites qui seront organisées en amont et pendant la durée du salon à l'attention des visiteurs internationaux, afin de leur faire découvrir l'excellence de la filière de l'élevage français.
Au programme : élevages bovins viande et lait, ovins et caprins et entreprises agro-industrielles (abattoirs, fromagerie, centre d'exportation de bovins, ateliers d'engraissement, unité de méthanisation, centre de recherche sur la viande bovine…).
A noter : en 2014 ,1100 visiteurs internationaux ont participé aux 28 visites organisées pendant les 3 jours du salon
Conférences Amérique Latine
Pour la 3e année consécutive, l'ADEPTA organise un colloque le mercredi 7 octobre sur la filière viande (bovin et ovin) ainsi que le jeudi 8 octobre sur la filière lait (bovin, ovin et caprin
Destinés aux visiteurs sud-américains et espagnols, ces colloques ont pour objectif le partage d'expérience pour trouver les solutions adaptées à chaque problématique.

MISE EN PLACE DU RÉSEAU DES ACTEURS DE LA FORMATION RURALE DU SÉNÉGAL (FARSEN)

L'heure de l'union pour la construction du futur

Pour apporter une contribution significative au développement des compétences des ressources humaines du secteur agricole et rurale, des bonnes volontés constituées de personnes physiques et morales, relevant du secteur public, privé et de la société civile, ont décidé de créer le Réseau des Acteurs de la Formation Agricole et Rurale du Sénégal (FARSEN).
L'Assemblé Générale Constitutive s'est tenue le samedi 11 Juillet 2015 à la salle de conférence du PRH (ex LNERV-ISRA) à Hann . Les membres sont constitués de personnes physiques et des structures actives dans la formation agricole et rurale et qui adhèrent aux statuts et règlement intérieur du Réseau.
De l'avis de M. Abdourahmane Faye, animateur du Comité d'Initiative pour la Redynamisation de la Formation Agricole et Rurale du Sénégal (CIR/FARSEN), «le Réseau des Acteurs de la Formation Agricole et Rurale du Sénégal est un cadre de concertation fédérant les initiatives des acteurs de la formation agricole et rurale».
Il a saisi cette occasion pour faire l'historique de la formation agricole et rurale au Sénégal qui a fait du secteur agricole et rural un des moteurs de la croissance économique.
De l'avis de M. Faye «la prise en compte de la politique de formation a pris forme avec les réflexions entamées depuis les années 90 dans le cadre du repositionnement de la coopération suisse dans le sous-secteur de la formation professionnelle agricole et rurale. Cette réflexion a abouti en 1999 à l'adoption par un groupe représentatif d'acteurs de la FAR d'un document de stratégie dénommée "Former les acteurs d'une nouvelle économie agricole et rurale : orientations et stratégies de formation à l'horizon 2015". Il s'agit de la SNFAR ».
La mise en place du Réseau FAR avait déjà pris forme, mais il s'agissait de le redynamiser et de monter en puissance avec la mise en place d'un Comité d'Initiative avec l'appui du Réseau FAR International. Ainsi, l'état des problématiques FAR a-t-il été revisité. Aujourd'hui le Comité passe à un Réseau formel avec des instances valides et légitimes pour faire audible et crédible la voix de la formation agricole et rurale au Sénégal, selon M. Abdourahmane Faye.
«Le Réseau des Acteurs de la Formation Agricole et Rurale est loin d'une association de diplômés ni d'experts, mais il s'agit d'un Réseau d'Acteurs qui implique un grand nombre de personnes pour le renforcement des capacités des acteurs pour le développement durable», a poursuivi M. Faye.
L'objectif du Réseau consiste à rassembler les acteurs de la formation agricole et rurale, en vue d'approfondir les connaissances et mutualiser les pratiques en la matière, d'appuyer les membres dans l'élaboration des problématiques FAR, d'analyser les enjeux de la FAR dans le développement des exploitations agricoles et la transformation des agricultures familiales.
Le réseau entend également développer la culture des concertations entre acteurs sur les démarches et problématiques FAR, appuyer la mise en place d'un système de pilotage partagé et régionalisé, impliquant l'ensemble des acteurs de la FAR , veiller à la prise en compte de la FAR dans l'élaboration des politiques publiques au plan national, sous-régional et international, de soutenir toutes les initiatives d'information, d'éducation et de formation pour l'agriculture et le développement rural sur l'étendue du territoire , et de favoriser la diffusion et la compréhension des lois, des textes et toutes initiatives sur la FAR et de conduire des analyses situationnelles et des recherches appliquées sur les dispositifs de formation professionnelle agricole et rurale a été bien partagé et a abouti à un consensus.
Au cours des discussions, les participants ont souligné la nécessité impérieuse de mettre en place un réseau formel, l'absence des Organisations de Producteurs et de leurs membres, l'ancrage du volet formation dans les six composantes de la Société Civile, l'arrimage de la formation agricole et rurale voire son lien avec le Plan Sénégal Emergent , l'impact de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale de 1999 à nos jours, les enjeux de la formation agricole et rurale et l'organisation des Assises Nationales de la FAR.
Autant de questionnements qui ont permis de déduire que des problématiques réelles et complexes se posent à la formation agricole et rurale et qu'il urge d'apporter des réponses idoines qui conforteront la feuille de route du réseau.
M. Souleymane Sarr, membre du CIR/FARSEN, a procédé à la présentation des projets de statuts et règlement intérieur et de déclaration d'engagement auxquels les participants ont apporté leur contribution avant de les adopter et de les valider.
La désignation des membres du bureau a clôturé l'Assemblée Générale Constitutive du Réseau des Acteurs de la Formation Agricole et Rurale, un moment fort et d'intenses émotions pour les participants qui ont procédé à la mise en place d'un Comité de Pilotage constitué de quinze membres (15) qui s'est retiré pour élire pour trois (3) ans le Bureau constitué d'un Président, d'un Secrétaire Général et de son Adjoint et d'un Trésorier Général.

Babacar SENE

Voici le bureau du Réseau des Acteurs de la Formation Agricole et Rurale du Sénégal (FARSEN)

PRÉSIDENT : ABDOURAHMANE FAYE (BFPA/MAER)
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : SOULEYMANE SARR (BFPA/MAER)
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT : BABACAR POUYE (MINEL/PA)
TRÉSORIER GÉNÉRAL : MAMADOU MOUSTAPHA MAIGA INP/MAER

Atelier National de Validation du Rapport sur l'évaluation de la Charte pour la Prévention et a Gestion des Crises Alimentaire au Sahel

La charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires a été adoptée au Sénégal et dans la région sahélienne dans un contexte de crises alimentaires répétitives cycliques ou quasi annuelles les changements climatiques y étaient pour beaucoup ;

Au Sénégal la charte n'est pas bien connue pour faciliter la mise en œuvre voire l'opérationnalisation des stratégies de politiques et de programmes dans le sens de la recherche de solutions appropriées pour luter contre l'insécurité alimentaire des populations

; pour cela il s'agira de prendre en charge réellement les personnes vulnérables à travers des activités génératrices de revenus ou d'atténuation ,de renforce la prise en charge des personnes en difficulté, de renforcer la résilience de façon armée pour les populations de manière à faire face aux situations de crise, d'élaborer er et de mettre en œuvre des plans de communication en direction des autorités et des populations touchées ;

Au Sénégal malgré que la charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires soit peut connue, elle fait l'objet d'une application acceptable reposant sur trois piliers essentiels que sont l'information, la concertation et l'analyse consensuelle ; C'est ce que les acteurs ont tenté d'évaluer à travers l'organisation d'un atelier national qui a vu la participation de la société civile, des médiats des Organisations de Producteurs, des organisations consuméristes des services techniques intervenants dans la sécurité alimentaire pour partager, échanger en vue de renforcer et fortifier la pertinence de la charte avant de la valider. Ce sera le rapport du Sénégal qui sera confronté aux autres documents des autres pays de la sous région pour être harmonisé au niveau régional.

Ibrahima Diop

Colonel Aliou Diouf secrétaire permanent du comité national Sénégal

En marge de l'atelier le Secrétaire Permanent du Comité National du CILSS(CONACILS) a tiré les enseignements sur l'évaluation de la Charte pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires au Sahel ; pour lui il n'est pas recommandé de lutter contre les crises mais il faudrait prévoir qu'un jour ou un autre il peut y avoir qu'une crise se produise ; et qui parle de crise alimentaire sait que la dignité humaine peut être fortement affectée du fait de son existence ;

Le respect de la dignité humaine est fondamental en dehors de tout ce qui se dit au niveau du système des nations unies de l'avis du Colonel Diouf d'où l'intérêt de prévoir selon lui la gestion des crises alimentaires notamment dans les pays sahéliens qui sont très fragiles ;

Colonel Diouf a informé que le CILSS, l'UEMOA et la CEDEAO ont fédéré leurs efforts pour pouvoir trouver un dispositif permettant de prévoir la gestion des crises au cas échéant ; par rapport à la sécurité alimentaire il a souligné l'importance de leur intervention dans un contexte de crise répétitive Pour l'opérationnalisation de la charte, Colonel Diouf se veut bien être clair, net, bien précis et bien compris et ça doit être le credo de tout pays

Pour cela Colonel Aliou Diouf met l'accent sur la nécessité d'élaborer des stratégies par les pays concernés pour faire face à ce fléau ; il a en outre demandé que les efforts des pays soient fédérés et les moyens mutualisés pour la mise en œuvre commune des différents programmes et politiques dans les différents pays.

Toutes ces actions participeraient à faciliter une bonne gestion ;

Prenant acte de toutes ces considérations, Colonel Diouf compte actionner les leviers de la concertation et de la mobilisation gages de réussite de toute action ;

C'est une nécessité impérieuse que les états mettent en relief et favorisent les échanges le partage d'informations et la concertation pour agir et arriver ainsi à des solutions durables pour faire face au fléau

Colonel Aliou Diouf Secrétaire Permanent du Comité National CILSS (CONACILSS) n'est pas d'avis pour rendre la charte coercitive pour être une bonne réponse face aux crises ;selon lui comme les interventions vont au-delà des frontières il sera difficile de rendre cette charte coercitive ; le caractère coercitif peut véritablement pénaliser la charte en la rendant moins efficace ;plus elle sera souple plus elle sera mieux respectée de l'avis du Colonel ; et il sera possible de la respecter au-delà des frontières renchérit –il ;

En cela il a interrogé l'histoire des différents cadres d'harmonisation qui existaient où il était très difficile de généraliser une législation d'un pays à un autre ; Colonel Diouf persiste pour dire que « la charte ne pourra pas être coercitive et elle fera l'objet de décision et ce sera aux différents pays de faire appliquer les décisions au niveau sous régional à l'interne et in situ .

Ibrahima Diop

Mr Baba Ngom Secrétaire Général du Cadre National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR)

«Mr Baba Ngom Secrétaire Général du Cadre National de Concertation et de Coopération des Ruraux(CNCR) de son côté considère que son organisation le Cadre Nationale de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) est en phase avec la charte pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires au Sahel dans la mesure où elle trace la voie et les mécanismes à mettre en œuvre pour prévenir et disposer de solutions durables ;

Pour Mr Ngom « c'est un danger de confier son ventre à un étranger de même que sa nourriture à l'autre » ;

Le Secrétaire Général du CNCR se voit préoccupé pour la nourriture des populations car selon lui « c'est véritablement un paradoxe que le monde rural qui est la majorité de ce pays ne soit pas capable de se nourrir et nourrir l'ensemble du peuple » ;

Cette problématique de la suffisance alimentaire est toujours adressée par son Organisation le CNCR qui a travaillé sur cette question et essayé d'esquisser des voies à suivre pour y parvenir ;

Mr Ngom propose des politiques agricoles qui permettent de disposer de suffisamment de facteurs de production : la terre qu'il faut travailler, l'eau à maîtriser aussi bien les eaux de surface que les eaux souterraines pour une utilisation raisonnée dans l'agriculture, dans l'élevage la pêche aussi pour copier sur les pays occidentaux où c'est une minorité qui parvient à se nourrir et à nourrir en grande partie la population ;

La question des intrants notamment des semences de qualité a préoccupé Mr Ngom qui estime qu'ils constituent un nœud gordien à la promotion et à l'efficience de notre agriculture ; en cela le Secrétaire Général du CNCR exige une mise à disposition à temps et en quantité de semences sélectionnées pour l'ensemble des agriculteurs ;

De la même manière pour l'agriculture pour ces semences à temps et de qualité il faut disposer pour l'élevage de mécanismes à mettre en œuvre également qui puissent lui permettre de trouver des pâturages ;

Mr Ngom va en guerre contre les feux de brousse qui constituent un fléau payant une lourde tribu à l'élevage avec le ravage du couvert végétal ;

Baba Ngom dénonce la récurrence de ce phénomène qui mérite d'être pris à bras le corps et qui est devenu un phénomène mondial ; l'exemple de la Californie a été donné où sur plus de 47.000 hectares de terres ont été décimés par le feu

La question de la pression exercée sur les ressources naturelles notamment les ressources ligneuses a préoccupé le Secrétaire Général du CNCR ; il a fermement dénoncé la coupe abusive ; il a saisi cette occasion pour faire part de la récente visite de son organisation dans les localités du département de Médina Yoro Foula dans la Région de Kolda où s'étendent de vastes clairières dans des zones jadis fortement boisées.

Les solutions à préconiser pour venir à bout de la nourriture de la population, du cheptel, la maîtrise de l'eau hantent leur sommeil ; c'est pourquoi par le biais de son organisation faîtière Mr Ngom opte pour des équipements et des infrastructures adaptées aux capacités des populations pour qu'elles puissent travailler correctement.

Pour permettre enfin aux producteurs de gagner leur vie par rapport à leurs activités le Secrétaire Général du CNCR estime que la mise en place de marchés organisés avec la commercialisation des produits agricoles s'avère d'une impérieuse nécessité

L'espoir est permis pour Mr Ngom avec le respect de la charte et de ses recommandations ; Néanmoins Mr Ngom s'indigne malheureusement du fait que la charte n'ait pas force de loi ; elle n'est pas non plus une force contraignante qui doit être obligatoire pour tout le monde mais qui résulte d'une simple signature ou d'un engagement des gens

Mr Baba Ngom a aussi positivisé le vœu formulé par le consultant de l'étude qui notait la nécessité pour les états d'aider et

accompagner la société civile pour agir et être capable d'interpeller à tout moment ; mais faudrait –il aussi pour la société civile de l'avis de Mr Ngom d'avoir le courage de porter le plaidoyer vers les états de les interpeller , de les mettre à l'ordre ou de les inviter effectivement à imaginer des solutions durables à l'agriculture à l'élevage, à la pêche et à la foresterie.

WAAP2 /SÉNÉGAL : A L'HEURE DE LA DIFFUSION DES TECHNOLOGIES

Privilégier les pratiques climato-intelligentes pour renforcer la résilience des agriculteurs du Sénégal

Mamadou Faye cultive le sorgho à Pointe-Sarene, au Sénégal. Grâce au Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest, il a pu travailler malgré une pluviométrie irrégulière.

Chaque visite effectuée sur le terrain confirme l'importance et l'impact du travail mené dans le cadre du programme WAAPP. Il s'agira désormais de relever les défis d'accélération du rythme de diffusion et d'adoption de ces variétés améliorées et de permettre à des milliers d'agriculteurs comme Mamadou Faye de recevoir des semences certifiées et de renforcer ainsi la production agricole de manière à installer durablement une croissance en faveur des pauvres.

A Pointe-Sarène, à environ 100 kilomètres au sud de Dakar, Mamadou Faye y exploite un champ de mil Sorgho, une variété locale de céréales ;Mr Faye est fier d'expliquer comment ces semences certifiées lui sont parvenues et lui avaient permis de sauvegarder son gagne-pain.

Avant, Mamadou cultivait du maïs. Mais faute de précipitations suffisamment régulières et de semences de qualité, il n'obtenait que des rendements et un revenu dérisoires. Le jour où il a signé un contrat avec une coopérative gérée par le Réseau des organisations paysannes et pastorales du Sénégal (RESOPP), il a récupéré des semences d'une nouvelle variété de sorgho, élaborée par le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (WAAPP) et censée à la fois être résistante aux sécheresses et offrir des cycles plus courts.

Pour Mamadou, la promesse a été tenue : « Je suis tous les jours dans mon champ, de 7 heures à 18 heures, pour protéger ma récolte des singes et des oiseaux, parce que ça en vaut la peine. Le sorgho est très intéressant pour moi. Si j'avais plus de terres, j'en planterais certainement davantage », explique-t-il.

UNE TIGE DE SORGHO DU CHAMP DE MAMADOU FAYE

Au titre du contrat de production de semences, Mamadou Faye est tenu de revendre les graines de sorgho à la coopérative au prix de 300 FCFA le kilogramme, le double du tarif du marché. Pour Diegane Faye, conseiller agricole local du programme WAAPP, les agriculteurs qui utilisent ces variétés certifiées, obtiennent un rendement de 1,5 à 2 tonnes par hectare, contre 0,5 tonne pour les variétés locales non certifiées. Quand on sait que la région a reçu deux fois moins de précipitations que d'habitude pendant la campagne 2014 (250 mm au lieu des 500 mm habituels), un tel rendement est remarquable — et peut, en outre, sauver des vies.

L'agriculture devenant une activité de plus en plus risquée au Sénégal comme dans bon nombre d'autres pays d'Afrique subsaharienne, il faut de toute urgence protéger les exploitants contre la menace grandissante que constituent les aléas météorologiques, les ravageurs, les maladies, la sécheresse, les inondations, le gel, les ouragans et quantité d'autres événements contraires. Car ces risques environnementaux, qui pénalisent durement les ménages agricoles, rejaillissent également sur l'économie tout entière. Au Sénégal par exemple, une saison des pluies irrégulière, insuffisante ou tardive comme celles enregistrées en 2002, 2006, 2007 et 2011 induit un net tassement de la croissance agricole et économique.

C'est pour cela que le programme WAAPP de la Banque mondiale conçoit et met en place des pratiques agricoles climato-intelligentes afin d'accompagner l'essor du secteur et, de contribuer ainsi à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance économique, surtout dans les pays dont la richesse dépend de l'agriculture et où cette corrélation est très étroite.

Rien qu'au Sénégal, le programme WAAPP et ses partenaires, le Centre d'étude régional pour l'amélioration de l'adaptation à la sécheresse (CERAAS) et l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), ont mis au point sept nouvelles variétés (quatre pour le sorgho et trois pour le millet) à haut rendement, à maturation précoce et résistantes à la sécheresse.

Mises en circulation en 2012, elles sont désormais largement utilisées par les agriculteurs — dont Mamadou Faye — avec des résultats positifs. Une variété de sorgho à maturation précoce et à forte teneur en sucre devrait être disponible courant 2015.

Grâce à ces variétés améliorées, les agriculteurs obtiennent des rendements élevés même pendant les années marquées par un déficit pluviométrique, comme en 2011 et 2014. Ce qui les aide à mieux résister aux aléas du climat et à se prémunir contre les effets contraires d'une mauvaise campagne.

LANCEMENT DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DES SOLS

Les déclarations de la FAO

Lors du lancement de cette Année des sols, José Graziano da Silva, le directeur général de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), a déclaré que: «33% de nos ressources de sols mondiales sont dégradées et la pression humaine atteint des seuls critiques, réduisant et parfois éliminant des fonctions essentielles des sols ». Et la FAO estime qu'en l'absence de mesures de protection des sols à l'échelle mondiale, le total des terres arables et productives par personne ne représentera plus en 2050 que le quart du niveau de 1960.

La FAO appelle à gérer les sols de manière durable, à soutenir les agriculteurs familiaux dans les techniques traditionnelles de diversification et de rotation des cultures, pratiques parmi d'autres à même donner le temps aux éléments nutritifs essentiels de se régénérer, tout en stimulant la capacité des sols à fixer le carbone et atténuer la désertification.

La FAO constate aussi que le modèle d'agriculture intensive, s'il a permis d'améliorer les rendements, l'a fait au prix d'une pollution des sols liée à l'usage abusif d'intrants chimiques, engrais ou pesticides, qui loin de se dégrader dans les sols, en arrivent à polluer rivières et nappes phréatiques et à se transférer vers les plantes, les animaux et l'homme.

AUTONOMISATION DES FEMMES RURALES

Les bénéficiaires saluent l'action du PADAER

Le Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (Padaer) vole au secours des productrices de Kolda

Le programme d'appui au développement agricole et à l'entreprenariat rural (Padaer) a remis mardi dernier un lot de matériel agricole et d'animaux de trait à la Fédération des femmes productrices de riz de la commune de Saré Bidji située environ à 7km de l'Ouest de Kolda ;la cérémonie était présidée par le sous préfet de l'arrondissement du même nom Mr Abdoulaye Sow qui apprécie ce geste qui s'inscrit dans le cadre de la politique d'autonomisation des femmes rurales initiée par l'état du Sénégal avec l'appui de ses partenaires afin de garantir la sécurité alimentaire ;le matériel est composé de trois houes sine, seize semoirs, vingt neuf charrues et neuf charrettes, vingt paires de bœufs et huit ânes pour un montant total estimé à prés de 17 millions de francs Cfa ; »le fait d'avoir mis l'accent sur les femmes relève d'une forte orientation du Padaer sur la question de la promotion économique et de l'autonomisation des femmes rurales, d'une part et d'autre part de l'importance des investissements consentis dans l'aménagement hydro agricole des vallées des sites d'intervention du programme et de l'importance de permettre aux femmes d'en exploiter au maximum le potentiel rizicole »déclare Mr Daouda Bâ Coordonnateur de l'Antenne Régionale du Padaer à Kolda ;ce projet vise selon Mr Bâ »à favoriser l'accès des femmes rizicultrices des Organisations de Productrices aux équipements agricoles pour leur permettre d'accroitre leur contribution à la sécurité alimentaire de leur ménage tout en allégeant les travaux champêtres ;

Les populations rurales pauvres notamment les femmes issues de ménages vulnérables et les jeunes en quête d'emplois durables, constituent la principale cible du PADAER si l'on en croit aux propos de Mr Bâ.

SCÉNARIO VISIONNING À LINGUÈRE

Linguère se dote de son «scénario visionning« pour un Plan Local d'Adaptation à l'horizon 2035

Changement Climatique et Sécurité alimentaire: le scénario visioning pour un plan local d'adaptation à Linguère à l'horizon 2035 Afin de promouvoir une productivité agricole durable qui adopte des pratiques intégrant les phénomènes et aléas climatiques, pour une meilleure sécurité alimentaire, le Programme de Changement Climatique, Agriculture et Sécurité Alimentaire (CCAFS) du CGIAR, dans sa phase2, a initié en collaboration avec l'ICRISAT un projet de recherche - actions pour l'Afrique de l'Ouest intitulé Flagship4 qui vise au «Renforcement des capacités des plateformes d'échange science-politique pour l'intégration du Changement Climatique dans les Plans de Politiques nationales agricoles et de sécurité alimentaire». La zone de couverture de ce projet s'étend sur trois pays d'Afrique de l'Ouest à savoir le Ghana, le Mali et le Sénégal. En vue de poursuivre la planification des activités en 2015, la Plate forme Nationale a prévu une étude portant sur les scenarii du futur dans les zones d'intervention de Bambey de Kaffrine et de Linguère ; l'atelier a regroupé, une quarantaine de participants issus de l'administration territoriale du Département, avec la participation d'experts de la Plateforme CCASA, des chefs de service technique, des Elus (Conseil départemental et maires), des Organisations de Producteurs (OP), du secteur privé et des projets et programmes.il avait pour objectif de développer des scénarii prospectifs et participatifs de développement socio-économique à l'horizon 2035 en rapport avec le Plan Sénégal Emergent (PSE) dans le département de Linguère avec comme base de travail la sécurité alimentaire face au changement climatique, les problèmes ainsi que les attentes des populations afin de proposer des stratégies d'adaptation aux évolutions préconisées.

Au cours de cet atelier les participants ont pu établir, identifier et proposer des scenarios visioning en portant la réflexion et l'analyse sur six objectifs spécifiques à savoir l'analyse des défis majeurs de développement socio-économique en rapport avec la sécurité alimentaire et le changement climatique auxquels les populations de Linguère font face quotidiennement, la définition de vision des transformations possibles, l'établissement de stratégies à adopter dans un futur proche pour avoir un meilleur futur en l'horizon 2035 , la réalisation de la cartographie des incidences et de la production au niveau local ,l'identification de stratégies d'adaptation au changement climatique ,le renforcement de capacités des acteurs pour la résilience pour faire face au changement climatique et l'information des décideurs sur les stratégies d'adaptation au niveau local face au changement climatique ; Ce qui a permis aux participants au sortir de l'atelier de mieux être informé sur les futurs plausibles et sensibilisé sur l'importance de l'adoption d'une agriculture intelligente face au climat ; Aussi, les résultats de l'atelier de Linguère devront permettre au Plan Sénégal Emergent (PSE) et au PUDC de répondre aux situations de cette localité ;

(Dossier réalisé par babacar sene envoyé spécial à Linguère)

PAROLE D'EXPERT AVEC……

Mme Rokhaye Mbodji Gaye Consultante en Scenarii Visionning

De façon simple, les scenarii visionning peuvent être définis comme des histoires cohérentes et plausibles, racontées en des mots et des chiffres, à propos de l'évolution des systèmes environnementaux et sociaux. Ils ne donnent pas la description de ce qui va arriver mais de ce qui pourraient bien arriver.

En ce sens, il s'agira de voir comment réorienter les stratégies actuelles pour un meilleur impact dans le futur et de permettre aux preneurs de décisions de considérer les solutions les plus adaptées et adaptables et qui permettent la résilience dans chaque cas plausible envisagé.

Il s'agit surtout d'accompagner les leaders locaux dans leur processus de prise de décision à partir de l'expression des problèmes et attentes des populations. A cet effet, la méthode des scenarii permet de se projeter et de proposer des situations plausibles tenant compte des politiques, des stratégies de développement et des paramètres climatiques. Il s'agit de favoriser la prise en compte des besoins au niveau des communautés de base et ensuite de les accompagner à travers les scenarii afin de développer des stratégies d'adaptation. »

IMPRESSIONS RECUEILLIES APRÈS L'ATELIER

Mr Amadou Bamba Koné Préfet de Linguère

« En tant que représentant délégué du président de la république et représentant de tous les ministres de la république je me ferai le devoir de traduire toutes les recommandations issues de cet atelier haut combien important ;ca montre une fois encore que les acteurs de Linguère sont plus que déterminés à relever les défis d'une agriculture intelligente ;on ne sentait pas le temps passer et les participants ont fait preuve d'un dépassement extraordinaire ;des maires des sous préfets des chef de service des chargés de programme de projets des Organisations de producteurs tout le monde était là ; cela montre que les défis du département interpellent tout le monde ; c'est à nous de relever les défis avec CCASA ;

si on invite les gens à la pratique d'une agriculture intelligente c'est de partir des pastèques de niébé ;faire en sorte d'introduire d'autres races et diversifier ; je profite encore pour réitérer mon appel de départ que nous avons besoin que nos collectivités locale et nos acteurs participent à la COP 21 Paris 2015 ;nous voulons qu'ils y participent pour porter la voix des acteurs de Linguère longtemps confrontés aux effets néfastes des changements climatiques ;

Mr Pierre Badiate Chef de Service Départemental du Développement Rural (SDDR) de Linguère » : Sur l'organisation de l'atelier quels sont les enseignements à tirer ?

«effectivement l'atelier sur le « scénario visionning » a été organisé ;c'est une réelle satisfaction ;d'abord l'atelier nous a permis d'entrer au fond dans les thèmes liés au changement climatique ; et les méthodes qu'il faut utiliser pour s'adapter et adapter l'agriculture , l'élevage et la sécurité alimentaire face aux changements climatiques ; vraiment nous avons remarqué la détermination des participants et leur engagement et leur motivation pour identifier tous les problèmes liés au changement et préconiser des solutions pour y faire face ; ils ont dégagé beaucoup de choses ;cela est la preuve qu'ils ont compris l'importance des changements climatiques au niveau du département de Linguère ;c'est vraiment une réalité

Amadou Ngounel Sow Maire de Barkédji :

« L'atelier est à saluer car il vient à son heure sur les changements climatiques qui sont des problèmes réels que nous vivons dans le département de Linguère ; nous espérons que l'acte 3 de la décentralisation nous permettra de les combattre de la plus forte manière ; « le scénario visionning « qui a été l'objet de cette formation nous renseigne sur l'horizon 2035 du département de Linguère face aux changements climatiques, l''agriculture et la sécurité alimentaire ; une vision optimiste que nous saluons ;la spécificité du département de Linguère est articulée sur l'élevage le constat est que les pluies se raréfient de plus en plus dénudant les pâturages et obstruant les parcours de bétail ; ce qui a des effets induits sur le cheptel et sur les propriétaires de cheptel aussi ;l'espoir est permis pour que des solutions idoines soient trouvées et bien menées ;

Mr Demba Ba Maire de Dodji

« Des enseignements de satisfaction ; les explications ont été très claires et qui m'ont vivement éclairé de l'importance des changements climatiques dans notre département ;nous comprenons aisément les effets néfastes auxquels nous sommes entrain de faire face et grâce à l'atelier les visions futures projetées pour 2035 ;je salue la participation de tous et nous avons passé de bons moments sous l'aile de notre préfet qui n'a ménagé aucun effort pour nous mettre dans de bonnes conditions de travail ;je salue son idée non seulement pour la transcription des documents en langues nationales mais aussi la délocalisation des ateliers ;je suis de tout cœur pour abriter la prochaine rencontre ;le management du préfet est à saluer il est proche des populations et très disponible ;c'est ce que nous avons toujours souhaité »

Bounama Diéye Coordinateur Plate forme CCASA

« Les scenarii visionning vont permettre aux communautés cibles de pouvoir définir comment faire face aux situations qui pourraient arriver pour faire de sorte que les pires situations n'arrivent pas et que les situations actuelles soient améliorées.

L'Etat du Sénégal s'est inscrit aujourd'hui dans une dynamique d'asseoir une politique de décentralisation poussée. Son objectif est de renforcer la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques, en vue de donner une plus forte impulsion au développement des terroirs.

C'est pour renforcer cette volonté de l'Etat de donner une plus forte impulsion au développement des terroirs et sur la décentralisation de la prise de décision que ces ateliers sur les scénarios visioning sont organisés au niveau des trois départements notamment de Bambey de Kaffrine et de Linguère dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Flagship4 sous l'appui technique et financier du consortium CGIAR/CCAFS et ICRISA. Et aujourd'hui c'est le cas de Linguère d'abriter son atelier et permettre à tous les acteurs d'être à niveau sur les questions de changement climatique «